

FICHE 1

PRÉSENTATION ET ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU VOLET EMPLOIS DU PLF 2022

1 / Présentation du volet emplois du PLF 2022

L'exercice de déclinaison des évolutions d'emplois de la DGFIP pour 2022 s'inscrit dans le contexte suivant :

1.1 - En termes d'évolution quantitative

La loi de finances pour 2022 prévoit 1 600 suppressions d'emplois pour la DGFIP (objectif du COM), quantum minoré des gains de productivité (94 ETP) liés au transfert de certaines taxes douanières.

Ces suppressions s'inscrivent dans la perspective pluriannuelle annoncée dans le COM.

1.2 - En termes de répartition

Tous les services sont appelés à contribuer à l'effort de suppressions, y compris les services centraux.

Toutefois en 2022, les départements ne devront pas positionner de suppressions d'emplois dans les services relocalisés ainsi que dans les services supra-départementaux de création récente.

Une réserve non répartie permettra le cas échéant de faire face à des aléas/besoins nouveaux en cours d'année.

1.3 - En termes de typologies de mouvements d'emplois

Parallèlement à la traduction des suppressions de la loi de finances, des emplois sont redéployés entre les directions pour accompagner les transferts internes d'activité.

Les redéploiements d'emplois entre directions sont principalement liés à la mise en place des services relocalisés initiée en 2021 et qui se poursuit en 2022. Ces mouvements, qui permettent d'engager la création de 24 services supplémentaires, portent sur un total de 670 emplois.

1.4 - En termes de méthode

La méthode d'allocation généralisée des emplois du réseau des finances publiques (Magerfip) a été renouvelée dans le cadre du PLF 2020 afin de mieux prendre en compte la diversité des métiers, considérer leurs conditions d'exercice, et réduire le volume de suppressions dans les petites directions. La méthode MAGERFIP est inchangée cette année.

1.5 - En termes catégoriels

Toutes les catégories d'emplois, A+, A, B et C, sont appelées à contribuer à l'effort de suppression.

Toutefois, l'évolution des besoins des métiers justifie la poursuite du repyramidage des emplois au profit de la catégorie A. Aussi les suppressions d'emplois de A sont-elles en baisse cette année dans le réseau. De même, afin d'assurer le financement des emplois de CDL, 20 emplois de catégorie A sont créés dans 20 directions de 4ème catégorie (un pour chaque direction).

2 / Économie générale du volet emplois du PLF 2022

2.1 - Les évolutions du projet de loi de finances (PLF)

Il s'agit du volume de suppressions décidées en loi de finances, qui évolue ainsi :

| PLF 2012 | PLF 2013 | PLF 2014 | PLF 2015 | PLF 2016 | PLF 2017 | PLF 2018 | PLF 2019 | PLF 2020 | PLF 2021 | PLF 2022 ¹ |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------------------|
| -2 438 | -2 023 | -1 988 | -2 000 | -2 130 | -1 630 | -1 600 | -2 130 | -1 500 | -1 800 | -1 506 |

2.2 - Les transferts entre programmes

Les transferts entre programmes budgétaires peuvent porter sur deux typologies d'opérations :

- les modifications de périmètre des missions, qui entraînent le transfert des moyens associés ;
- la participation à la dotation en emplois de services créés ou renforcés.

En PLF 2022, les transferts enregistrés pour le programme 156 sont tous liés à des modifications de périmètre :

| | | ETP |
|----------------------------|--|------------|
| TRANSFERTS ENTRANTS | Réforme de la gestion des retraites de l'Etat (MEAE) | 1 |
| | Liquidation des taxes d'urbanisme | 6 |
| | Gestion du centre informatique polyvalent (CIP) de Noisiel | 3 |
| | Transfert des missions fiscales de la DGDDI vers la DGFIP | 144 |
| | TOTAL | 154 |
| TRANSFERTS SORTANTS | Projet résilience du réseau interministériel de l'État | -1 |
| | Fermeture TAF | -2 |
| | TOTAL | -3 |
| SOLDE TRANSFERTS | | 151 |

1 Schéma d'emploi initial de 1 600 suppressions minoré des gains de productivité (94 ETP) liés au transfert de certaines taxes douanières.

Les transferts entrants sont liés à la poursuite de la réforme de la gestion des retraites de l'État et du transfert de missions au profit de la DGFIP (gestion du centre informatique polyvalent de Noisiel, liquidation des taxes d'urbanisme du MTE, certaines taxes gérées par la DGDDI).

Un transfert sortant bénéficie au projet Résilience du réseau interministériel de l'État et deux autres transferts sortants sont liés à l'évolution du réseau des trésoreries à l'étranger.

Le solde positif des transferts (+151) minore d'autant le volume des suppressions prévues (-1 355).

2.3 – Synthèse générale

| | Suppressions | Transferts, renforts redéploiements internes | Evolutions Nettes | Transferts, renforts redéploiements externes | TOTAL |
|--|--------------|--|-------------------|--|----------------|
| Services centraux | - 20 | -711 | - 731 | +17 | -714 |
| Directions nationales et spécialisées | -147 | +807 | +660 | +21 | +681 |
| Directions territoriales | - 1 554 | +102 | -1 452 | +134 | -1 318 |
| Autre² | +27 | -10 | +17 | -21 | - 4 |
| Total | - 1694 | 188 | -1 506 | 151 | - 1 355 |

La création de la Direction des projets numériques (DPN), regroupant des équipes en provenance du SSI et de Cap Numérique, se traduit par un solde net de transfert de 748 emplois des services centraux vers le service à compétence nationale DPN.

2 Avance sur le schéma d'emploi triennal et gains de productivité liés à la reprise des taxes douanières

FICHE 2

LA MÉTHODE D'ALLOCATION DES EMPLOIS

Les évolutions numériques et catégorielles des emplois de la DGFIP sont déclinées dans toutes les directions, qu'il s'agisse des services centraux, des directions nationales et spécialisées ou des directions territoriales.

Toutes les structures de la DGFIP, qu'elles entrent directement dans le champ de la méthode Magerfip (directions territoriales) ou pas (directions nationales et spécialisées et services centraux), contribuent aux suppressions d'emplois. Mais il est tenu compte de la nature, de l'évolution et des enjeux des missions exercées ainsi que des prélèvements antérieurs.

Parallèlement à la traduction des suppressions de la loi de finances, des emplois sont redéployés entre les directions pour accompagner les relocalisations des services dans les territoires et les transferts d'activité.

I. Les évolutions d'emplois dans les services centraux et les SCN rattachés

a) En centrale

Plusieurs typologies d'opérations concerneront les services centraux en 2022 :

- un effort de réduction des effectifs de 20 ;
- des créations d'emplois (en cours de gestion 2021 ou à venir) dont, notamment :
 - 34 créations d'emplois pour la constitution de la DTNUM³ ;
 - 6 emplois de data-scientists créés dans les services centraux, avec une animation DTNUM ;
 - 2 emplois de conseillers mobilité carrière (CMC), l'un chargé des cadres supérieurs en centrale, l'autre des cadres supérieurs des DNS, créés au sein du bureau RH-1B ;
- des transferts d'emplois entre DNS et services centraux :
 - 748 emplois nets ont été transférés à la DPN en cours de gestion 2021 ;
 - 22 emplois seront transférés au cours de l'année 2022 du service des ressources humaines au bénéfice du SARH pour accompagner un transfert de charges et de compétences ;
 - un transfert de 10 emplois en provenance des DISI pour la constitution de la DTNUM ;
- des transferts externes au profit des services centraux : 17 créations d'emplois au titre du transfert des taxes gérées par la DGDDI

3 Par ailleurs, la DTNUM sera renforcée d'un certain nombre d'emplois en 2022 (en cours d'évaluation).

b) Les SCN rattachés

En plus de la DPN, le SRE bénéficie d'1 transfert d'emploi entrant en provenance du MEAE.

c) Focus sur les opérations relatives à la sphère informatique (Centrale et SCN)

Comme annoncé au CTR du 1er février 2021 et au CTSCR du 7 octobre 2021, l'organisation informatique des services centraux de la DGFIP a évolué en profondeur en 2021 avec la mise en place au 1er janvier 2021 de la Délégation à la transformation numérique (DTNum) et au 1er septembre 2021, du nouveau service des systèmes d'information (SSI) et de la direction des projets numériques (DPN).

Ces opérations se caractérisent par 3 types de mouvements d'emplois : des transferts internes des anciennes structures du SSI et de Cap Numérique, des transferts internes de DISI vers la DTNum et des créations nettes d'emplois pour la DTNum.

Le solde des opérations réalisées en 2021 au terme de ces mouvements d'emplois est retracé dans le tableau suivant :

| Affectation des ressources au 01/09/2021 | |
|---|------------------------|
| Nouvelles structures | Cible d'emplois |
| Délégation à la transformation numérique – DTNum | 84 |
| SSI | 1 341 |
| Dont Direction de la production numérique - DPN | 1027 |
| Solde des emplois des nouvelles structures | 1425 |
| Dont redéploiements : | 1391 |
| Dont créations nettes d'emplois : | 34 |

Au titre de la gestion des taxes douanières, le SSI (DPN) bénéficiera de 6 créations d'emplois de catégorie A. Une création anticipée en 2021 figure dans la cible d'emplois du SSI du tableau ci-dessus. Cinq autres emplois seront donc créés en 2022.

II. Les évolutions d'emplois dans les directions nationales et spécialisées

Les directions nationales et spécialisées (DNS) réalisent au total 147 suppressions d'emplois.

En complément, elles sont également concernées par des transferts d'emplois d'autres programmes budgétaires et/ou des redéploiements d'emplois entre directions.

| DIRECTION | Suppressions | Transferts, renforts et redéploiements | Total PLF 2022 |
|---|--------------|--|----------------|
| DVNI | -2 | - | -2 |
| DNEF | -1 | - | -1 |
| DNVSF | -1 | - | -1 |
| DGE ⁴ | - | +21 | +21 |
| DCST | -1 | - | -1 |
| SDNC | -1 | +9 | +8 |
| DS AP/HP | -3 | - | -3 |
| DSFiPE et réseau étranger | -17 | -3 | -20 |
| DNID | -4 | - | -4 |
| ENFIP | -12 | - | -12 |
| SARH ⁵ | -3 | +22 | +19 |
| DINR | - | +5 | +5 |
| SEJF (Service d'enquêtes judiciaires des finances) | - | +1 | +1 |
| DIRCOFI Est | -3 | +2 ⁶ | -1 |
| DIRCOFI Ile de France | -7 | - | -7 |
| DIRCOFI Nord | -3 | - | -3 |
| DIRCOFI Centre Ouest | -4 | - | -4 |
| DIRCOFI Centre Est | -4 | - | -4 |
| DIRCOFI Sud Est Outre-Mer | -2 | -1 | -3 |
| DIRCOFI Sud Ouest | -2 | - | -2 |
| DIRCOFI Sud Pyrénées | -2 | +5 ⁷ | +3 |
| DISI Nord | -9 | -1 | -10 |
| DISI Grand Est | -8 | -1 | -9 |
| DISI Centre Ouest | -11 | -4 | -15 |
| DISI Ile de France | -13 | +1 | -12 |
| DISI Rhône Alpes Auvergne Bourgogne | -12 | +13 ⁸ | +1 |
| DISI Sud Est Outre-Mer | -6 | +2 ⁹ | -4 |
| DISI Sud Ouest | -11 | -1 | -12 |
| Polynésie française | - | 1 | 1 |
| Nouvelle-Calédonie | - | - | - |

4 Transfert DGDDI 20 A et un emploi IDIV en renfort

5 Dont transfert de 22 emplois du SRH prévus en 2022, dont la composition catégorielle n'est pas arrêtée.

6 Implantation de 2 emplois IDEX

7 SCAD DIRCOFI Sud Pyrénées et régularisation emploi

8 Dont création du Centre qualité des données de Montbard

9 Transfert CID Mayotte

| DIRECTION | Suppressions | Transferts, renforts et redéploiements | Total PLF 2022 |
|---------------------------|---------------------|---|-----------------------|
| St Pierre et Miquelon | - | - | - |
| Wallis et Futuna | - | - | - |
| SCBCM Défense | -2 | -1 | -3 |
| SCBCM Agriculture | - | - | - |
| SCBCM Intérieur | - | - | - |
| SCBCM Justice | -1 | - | -1 |
| SCBCM Ecologie | - | - | - |
| SCBCM Education nationale | - | - | - |
| SCBCM Finances | -2 | - | -2 |
| SCBCM Affaires sociales | - | - | - |
| SCBCM Premier ministre | - | - | - |
| SCBCM Culture | - | - | - |
| DDG Est | - | 2 | 2 |
| DDG Ile de France | - | 1 | 1 |
| DDG Nord | - | 1 | 1 |
| DDG Centre Ouest | - | 1 | 1 |
| DDG Centre Est | - | 1 | 1 |
| DDG Sud Est & Outre-Mer | - | 1 | 1 |
| DDG Sud Ouest | - | 1 | 1 |
| DDG Sud Pyrénées | - | 1 | 1 |
| TOTAL | -147 | +79 | -68 |

III. Les évolutions d'emplois dans les directions territoriales

La méthode MAGERFIP a fait l'objet d'une rénovation en 2019 visant, d'une part, à mieux appréhender la diversité des métiers et, d'autre part, à prendre en compte les conditions d'exercice des missions.

Elle demeure inchangée dans ses grands principes, à savoir une contribution proportionnelle corrigée à la hausse ou à la baisse en considération de la recherche d'une adéquation entre les emplois et les enjeux et charges.

A) Les renforts et redéploiements

Les redéploiements d'emplois entre directions sont principalement liés à la mise en place en 2021 des premiers services relocalisés.

Les mouvements d'emplois liés à la relocalisation font l'objet d'un traitement spécifique permettant la montée en charge progressive des services relocalisés. Ainsi le volume d'emplois n'est pas transféré immédiatement d'un département à l'autre mais sera lissé sur plusieurs exercices jusqu'au terme des opérations de relocalisations en 2026.

Par ailleurs, d'autres opérations de transfert, de renfort et de fléchages s'accompagnent de mouvements d'emploi au sein des directions et sont également détaillées dans les fiches départementales : renforts liés au transfert de certaines taxes gérées par la DGDDI, dissolution des CPS relais, transferts entre départements liés à la gestion des collectivités locales, réforme territoriale de la Dépense et des RNF dans le cadre de la réorganisation des ministères de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports (MENJS) et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), réorganisation des services mutualisés outre-mer de la CDC (PGC / CSBanc), mise en place de la Déclaration Sociale Nominative dans les SLR et contribution à la modernisation des process du contrôle fiscal.

B) La contribution proportionnelle

La contribution proportionnelle déterminée dans Magerfip s'applique à l'ensemble des emplois implantés, à l'exception des services supra-départementaux de création récente.

Par ailleurs, deux mécanismes de franchise sont appliqués à l'assiette de la contribution proportionnelle : un abattement au titre des primo-affectés de catégorie C afin de tenir compte de la charge de formation qu'ils représentent pour les départements d'accueil, et une décote dégressive en fonction des emplois.

C) Les correctifs

Les suppressions déterminées par la contribution proportionnelle font l'objet de corrections, pour chaque département, à la hausse ou à la baisse, pour tenir compte des évolutions des métiers et de leurs conditions d'exercice.

1. Le correctif « charges et enjeux »

Il a pour objet de prendre en compte la dimension « charge de travail » et les enjeux dans la détermination du volume d'emplois alloué aux départements.

Pour chaque métier, une dotation cible en emplois est déterminée, sur la base de données de charges et enjeux, selon le produit entre le pourcentage de la « charge » nationale dévolue au département et les emplois mobilisés sur le métier au niveau national.

La correction en emplois est la différence entre les emplois mobilisés dans le département et ceux de la dotation cible. La correction est redistributive : les corrections négatives sont égales aux corrections positives.

2. Le correctif « environnemental »

Au-delà de la charge de travail et des enjeux, identifiés dans le correctif « charges et enjeux » de Magerfip, le correctif « environnemental » a pour objet de prendre en compte l'environnement dans lequel s'exercent les missions, et en particulier les difficultés auxquelles sont confrontés les publics entrant en contact avec les services.

Ce correctif s'appuie ainsi sur des critères de nature socio-économique portant notamment sur la part de population âgée, la part de population considérée comme pauvre au sens de l'INSEE ou encore sur les défaillances déclaratives et de paiement.

La correction est également redistributive.

3. Le correctif opérationnel

Ce correctif permet de faire évoluer le volume des suppressions de manière relativement cohérente d'une année sur l'autre et d'éviter des écarts trop importants par rapport au taux d'effort moyen national.

Ce sont au total 164 emplois qui sont ainsi redistribués cette année.

4. Le correctif « nivellement de la vacance d'emplois »

La démarche vise à procéder à une réallocation limitée des vacances d'emplois entre les directions, de façon à niveler le niveau des vacances d'emplois sur le territoire.

Cette réallocation, mesurée et encadrée, porte sur 89 emplois ainsi redéployés entre les départements. Elle est par ailleurs neutre et n'affecte pas le volume global des suppressions des emplois au niveau national.

Pour mesurer la vacance de chaque département, ont été prises en compte la moyenne de la vacance constatée sur les 3 dernières années ainsi que la vacance projetée calculée au 1^{er} janvier 2022 (hors relocalisations et tenant compte des suppressions d'emplois du PLF 2022).

| DÉPARTEMENT | | NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS REALLOUES | CATEGORIE B | CATEGORIE C |
|-------------|-----------------------|--|-------------|-------------|
| 01 | AIN | -2 | -1 | -1 |
| 02 | AISNE | 4 | 2 | 2 |
| 03 | ALLIER | -2 | -1 | -1 |
| 04 | ALPES HTE PROVENCE | | | |
| 05 | HAUTES ALPES | | | |
| 06 | ALPES MARITIMES | 5 | 3 | 2 |
| 07 | ARDECHE | -1 | | -1 |
| 08 | ARDENNES | | | |
| 09 | ARIEGE | | | |
| 10 | AUBE | | | |
| 11 | AUDE | -2 | -1 | -1 |
| 12 | AVEYRON | | | |
| 13 | BOUCHES DU RHONE | -4 | -2 | -2 |
| 14 | CALVADOS | 5 | 2 | 3 |
| 15 | CANTAL | 2 | 1 | 1 |
| 16 | CHARENTE | | | |
| 17 | CHARENTE MARITIME | 5 | 2 | 3 |
| 18 | CHER | -2 | -1 | -1 |
| 19 | CORREZE | | | |
| 21 | COTE D'OR | 2 | 1 | 1 |
| 22 | COTES D'ARMOR | 2 | 1 | 1 |
| 23 | CREUSE | | | |
| 24 | DORDOGNE | 4 | 2 | 2 |
| 25 | DOUBS | | | |
| 26 | DROME | | | |
| 27 | EURE | | | |
| 28 | EURE ET LOIR | | | |
| 29 | FINISTERE | | | |
| 2A | CORSE DU SUD | | | |
| 2B | HAUTE CORSE | | | |
| 30 | GARD | 2 | 1 | 1 |
| 31 | HAUTE GARONNE | 3 | 2 | 1 |
| 32 | GERS | | | |
| 33 | GIRONDE | | | |
| 34 | HERAULT | -2 | -1 | -1 |
| 35 | ILLE ET VILAINE | 4 | 2 | 2 |
| 36 | INDRE | | | |
| 37 | INDRE ET LOIRE | -2 | -1 | -1 |
| 38 | ISERE | -3 | -2 | -1 |
| 39 | JURA | -2 | -1 | -1 |

| DÉPARTEMENT | | NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS REALLOUES | CATEGORIE B | CATEGORIE C |
|-------------|---------------------|--|-------------|-------------|
| 40 | LANDES | | | |
| 41 | LOIR ET CHER | -2 | -1 | -1 |
| 42 | LOIRE | -1 | | -1 |
| 43 | HAUTE LOIRE | 1 | | 1 |
| 44 | LOIRE ATLANTIQUE | -5 | -2 | -3 |
| 45 | LOIRET | -2 | -1 | -1 |
| 46 | LOT | | | |
| 47 | LOT ET GARONNE | 3 | 2 | 1 |
| 48 | LOZERE | | | |
| 49 | MAINE ET LOIRE | -2 | -1 | -1 |
| 50 | MANCHE | -2 | -1 | -1 |
| 51 | MARNE | | | |
| 52 | HAUTE MARNE | | | |
| 53 | MAYENNE | -2 | -1 | -1 |
| 54 | MEURTHE MOSELLE | | | |
| 55 | MEUSE | | | |
| 56 | MORBIHAN | 1 | | 1 |
| 57 | MOSELLE | | | |
| 58 | NIEVRE | 2 | 1 | 1 |
| 59 | NORD | 5 | 3 | 2 |
| 60 | OISE | | | |
| 61 | ORNE | -2 | -1 | -1 |
| 62 | PAS DE CALAIS | 5 | 2 | 3 |
| 63 | PUY DE DOME | -1 | | -1 |
| 64 | PYR. ATLANTIQUES | -2 | -1 | -1 |
| 65 | HAUTES PYRENEES | 3 | | 3 |
| 66 | PYR. ORIENTALES | 3 | 2 | 1 |
| 67 | BAS RHIN | -4 | -2 | -2 |
| 68 | HAUT RHIN | -3 | -2 | -1 |
| 69 | RHONE | -4 | -2 | -2 |
| 70 | HAUTE SAONE | | | |
| 71 | SAONE ET LOIRE | -2 | -1 | -1 |
| 72 | SARTHE | -2 | -1 | -1 |
| 73 | SAVOIE | -2 | -1 | -1 |
| 74 | HAUTE SAVOIE | -2 | -1 | -1 |
| 75 | PARIS | | | |
| 76 | SEINE MARITIME | 3 | 2 | 1 |
| 77 | SEINE ET MARNE | 4 | 2 | 2 |
| 78 | YVELINES | | | |
| 79 | DEUX SEVRES | 2 | 1 | 1 |
| 80 | SOMME | -3 | -2 | -1 |
| 81 | TARN | 4 | 2 | 2 |

| DÉPARTEMENT | | NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS REALLOUES | CATEGORIE B | CATEGORIE C |
|--------------|----------------------|--|-------------|-------------|
| 82 | TARN ET GARONNE | 1 | 1 | |
| 83 | VAR | -2 | -1 | -1 |
| 84 | VAUCLUSE | 1 | 1 | |
| 85 | VENDEE | | | |
| 86 | VIENNE | -2 | -1 | -1 |
| 87 | HAUTE VIENNE | 6 | 3 | 3 |
| 88 | VOSGES | 1 | | 1 |
| 89 | YONNE | -1 | | -1 |
| 90 | TERR. DE BELFORT | 1 | 1 | |
| 91 | ESSONNE | 5 | 3 | 2 |
| 92 | HTS DE SEINE | -8 | -4 | -4 |
| 93 | SEINE SAINT DENIS | -7 | -4 | -3 |
| 94 | VAL DE MARNE | -4 | -2 | -2 |
| 95 | VAL D'OISE | | | |
| 971 | GUADELOUPE | | | |
| 972 | MARTINIQUE | | | |
| 973 | GUYANE | | | |
| 974 | REUNION | | | |
| TOTAL | | 0 | 0 | 0 |

CTR EMPLOIS PLF 2022

FICHE 3

PLF 2021 - ÉVOLUTION GLOBALE DES EMPLOIS PAR DIRECTION

Les tableaux ci-après présentent l'évolution globale des emplois par catégorie et grade correspondant à l'ensemble des mouvements d'emplois du PLF.

I. VARIATIONS D'EMPLOIS DES DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES

| Département | | EMPLOIS | | | | | | | | | | | TOTAL PLF 2022 | Dont transferts et redéploiements |
|-------------|--------------------|---------|------|-------|----|--------|--------|-------------|----|-----|-----|-----|----------------|-----------------------------------|
| | | AGFIP | AFIP | AFIPA | IP | IdivHC | IdivCN | Idiv Expert | A | B | Bgé | C | | |
| 01 | AIN | | | | | -1 | -2 | | -1 | -3 | | -1 | -8 | -1,5 |
| 02 | AISNE | | | | 2 | | 2 | | 1 | 4 | | -6 | 3 | 12,5 |
| 03 | ALLIER | | | | | -1 | -2 | | -1 | -3 | | -2 | -9 | 0,5 |
| 04 | ALPES HTE PROVENCE | | | | | -4 | | | 3 | 15 | | 7 | 21 | 25,0 |
| 05 | HAUTES ALPES | | | | | | -2 | | | -1 | | | -3 | |
| 06 | ALPES MARITIMES | | | | 1 | | | | -7 | -25 | | -25 | -56 | -26,0 |
| 07 | ARDECHE | | | | | -4 | | | 1 | 4 | | -3 | -2 | 3,0 |
| 08 | ARDENNES | | | | | | -1 | | | -1 | | -2 | -4 | |
| 09 | ARIEGE | | | | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | -3 | 1 | 3,0 |
| 10 | AUBE | | | 1 | | -4 | | | 2 | 5 | | | 4 | 9,0 |
| 11 | AUDE | | | | 1 | -1 | 1 | | | -4 | | -1 | -4 | -0,5 |
| 12 | AVEYRON | | | | 1 | -1 | -3 | | 6 | 26 | | 2 | 31 | 36,0 |
| 13 | BOUCHES DU RHONE | | | | 3 | -2 | | | -9 | -43 | | -56 | -107 | -43,0 |
| 14 | CALVADOS | | | | 1 | -3 | -3 | | -2 | -1 | | -1 | -9 | 2,0 |
| 15 | CANTAL | | | | | -1 | -3 | | 1 | 1 | | 1 | -1 | |
| 16 | CHARENTE | | | 1 | | -1 | -1 | | 3 | 12 | | 32 | 46 | 53,5 |
| 17 | CHARENTE MARITIME | | | 1 | 1 | -3 | -2 | | -1 | -1 | -1 | -4 | -10 | |
| 18 | CHER | | | | | -3 | | | 1 | -2 | | -2 | -6 | |
| 19 | CORREZE | | | | 1 | 1 | -5 | | 1 | | | | -2 | 2,0 |
| 21 | COTE D'OR | | | | | -1 | -4 | | -2 | -6 | | -4 | -17 | 2,0 |
| 22 | COTES D'ARMOR | | | | 2 | -1 | -3 | | | | | | -2 | 9,0 |
| 23 | CREUSE | | | | 1 | 1 | -3 | | 2 | 5 | | 3 | 9 | 10,0 |
| 24 | DORDOGNE | | | | | | -1 | | 3 | -2 | | -2 | -2 | 5,5 |
| 25 | DOUBS | | | 1 | 1 | | -4 | | 8 | 19 | | 3 | 28 | 37,0 |
| 26 | DROME | | | | | -3 | -1 | | 3 | 29 | | 15 | 43 | 50,5 |
| 27 | EURE | | | | | -4 | -2 | | 2 | 11 | -1 | 3 | 9 | 20,5 |
| 28 | EURE ET LOIR | | | | | -2 | 3 | | 1 | 1 | | -3 | | 11,5 |
| 29 | FINISTERE | | | 1 | 1 | | 2 | | 4 | 17 | | -5 | 20 | 36,0 |

| Département | | EMPLOIS | | | | | | | | | | TOTAL PLF 2022 | Dont transferts et redéploiements | |
|-------------|------------------|---------|------|-------|----|--------|--------|------------|----|-----|-----|----------------|-----------------------------------|-------|
| | | AGFIP | AFIP | AFIPA | IP | IdivHC | IdivCN | IdivExpert | A | B | Bgé | | | C |
| 2A | CORSE DU SUD | | | | | -1 | -2 | | | -1 | | 1 | -3 | -0,5 |
| 2B | HAUTE CORSE | | | | | 1 | | | | -1 | | | | -0,5 |
| 30 | GARD | | | | 2 | -1 | 2 | | -2 | -7 | | -6 | -12 | |
| 31 | HAUTE GARONNE | -1 | | 1 | 1 | | | | -4 | -44 | | -49 | -96 | -60,0 |
| 32 | GERS | | | | | 1 | -4 | | 1 | 1 | | | -1 | 2,0 |
| 33 | GIRONDE | | | 1 | 3 | -2 | -2 | | -4 | -33 | | -32 | -69 | -40,0 |
| 34 | HERAULT | | | | 1 | -1 | 1 | | -4 | -18 | | -22 | -43 | -24,0 |
| 35 | ILLE ET VILAINE | | -1 | 3 | 1 | -3 | 2 | | 1 | 2 | | 2 | 7 | 29,0 |
| 36 | INDRE | | | | | -1 | -1 | | 1 | | | -2 | -3 | |
| 37 | INDRE ET LOIRE | | | 1 | 1 | -1 | -2 | | -1 | 19 | | 12 | 29 | 37,0 |
| 38 | ISERE | | 1 | 1 | 4 | -5 | -5 | | -1 | -16 | | -16 | -37 | 1,5 |
| 39 | JURA | | | | | 1 | | | | -1 | | -3 | -3 | 1,0 |
| 40 | LANDES | | | 2 | 1 | | 1 | | 5 | -7 | | -3 | -1 | 5,5 |
| 41 | LOIR ET CHER | | | | 1 | -2 | 1 | | 1 | -3 | | -4 | -6 | 1,0 |
| 42 | LOIRE | | | 1 | 1 | -1 | -1 | | 4 | 7 | | -4 | 7 | 22,0 |
| 43 | HAUTE LOIRE | | | | 1 | -1 | -3 | | 1 | 2 | | -1 | -1 | 2,0 |
| 44 | LOIRE ATLANTIQUE | | | 1 | 2 | 1 | 3 | | -2 | -13 | | -26 | -34 | -11,0 |
| 45 | LOIRET | | | | | -4 | -1 | | -1 | -2 | | -6 | -14 | 1,0 |
| 46 | LOT | | | | 1 | -1 | 1 | | 7 | 32 | | 2 | 42 | 46,0 |
| 47 | LOT ET GARONNE | | | | | | -1 | | | -2 | | -1 | -4 | -0,5 |
| 48 | LOZERE | | 1 | -1 | | 1 | -3 | | 1 | 3 | | 1 | 3 | 4,0 |
| 49 | MAINE ET LOIRE | | | | | | -1 | | | -1 | | -7 | -9 | 2,0 |
| 50 | MANCHE | | | 1 | | 1 | 1 | | -1 | -5 | | -7 | -10 | 0,5 |
| 51 | MARNE | | | | | -3 | -1 | | -2 | -4 | | -3 | -13 | 6,0 |
| 52 | HAUTE MARNE | | | | 1 | -4 | -1 | | 2 | 15 | | 8 | 21 | 24,0 |
| 53 | MAYENNE | | | | 2 | | -1 | | 1 | -4 | -1 | -4 | -7 | |
| 54 | MEURTHE MOSELLE | | | | 1 | -2 | 1 | | -3 | -1 | | -6 | -10 | 2,0 |
| 55 | MEUSE | | | | | | -2 | | 1 | -1 | | -2 | -4 | |
| 56 | MORBIHAN | | | 1 | 1 | -2 | -2 | | -1 | -6 | | -4 | -13 | |
| 57 | MOSELLE | | | 1 | 1 | -1 | -3 | -1 | -3 | -2 | | -8 | -16 | |
| 58 | NIEVRE | | | | 1 | -3 | -1 | | 4 | 17 | | 32 | 50 | 51,0 |
| 59 | NORD | | | 2 | 3 | 1 | -2 | | -6 | -67 | | -61 | -130 | -50,0 |
| 60 | OISE | | | | | -1 | -2 | | -1 | -3 | | -2 | -9 | 12,0 |
| 61 | ORNE | | | | | -1 | | | | -5 | | -3 | -9 | -1,0 |
| 62 | PAS DE CALAIS | | | 2 | 3 | -2 | -1 | | 7 | -3 | | -23 | -17 | 19,5 |
| 63 | PUY DE DOME | | | 1 | -1 | -4 | -5 | | -2 | 8 | | 4 | 1 | 13,0 |
| 64 | PYR. ATLANTIQUES | | | 2 | | | 2 | | 3 | -7 | | -6 | -6 | 4,0 |
| 65 | HAUTES PYRENEES | | | | 1 | -3 | | | 2 | 3 | | 5 | 8 | 7,0 |
| 66 | PYR. ORIENTALES | | | | 1 | -3 | -2 | | | -2 | | | -6 | -0,5 |
| 67 | BAS RHIN | | | 1 | | -3 | -3 | | | -3 | | -12 | -20 | -1,0 |
| 68 | HAUT RHIN | | | | 1 | -1 | -1 | | | -1 | | -11 | -13 | 6,0 |
| 69 | RHONE | | 1 | | 1 | -4 | -2 | | -9 | -43 | | -46 | -102 | -66,0 |

| Département | | EMPLOIS | | | | | | | | | | | TOTAL PLF 2022 | Dont transferts et redéploiements |
|--------------------------|-------------------|-----------|----------|-----------|-----------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|-----------|-------------|----------------|-----------------------------------|
| | | AGFIP | AFIP | AFIPA | IP | IdivHC | IdivCN | Idiv Expert | A | B | Bgé | C | | |
| 70 | HAUTE SAONE | | | | 1 | | | | 1 | -3 | | -2 | -3 | |
| 71 | SAONE ET LOIRE | | | 1 | 1 | -1 | -5 | | -1 | 1 | | -5 | -9 | 5,5 |
| 72 | SARTHE | | | 1 | | -4 | -1 | | -1 | -3 | | -2 | -10 | -1,5 |
| 73 | SAVOIE | | | 1 | | -1 | | | | 3 | | -6 | -3 | 7,5 |
| 74 | HAUTE SAVOIE | | | | 2 | -2 | -1 | | -1 | -1 | | -6 | -9 | 1,0 |
| 75 | PARIS | | -1 | -2 | | -4 | -8 | 1 | -16 | -60 | | -102 | -192 | -64,0 |
| 76 | SEINE MARITIME | | | 1 | 1 | -2 | -3 | | -3 | -10 | | -8 | -24 | 3,0 |
| 77 | SEINE ET MARNE | | | | 2 | -5 | 2 | | -5 | -23 | | -15 | -44 | -16,0 |
| 78 | YVELINES | | | | 3 | -1 | 1 | | -6 | -36 | | -46 | -85 | -39,0 |
| 79 | DEUX SEVRES | | | | | -3 | -1 | | | -1 | | | -5 | 0,5 |
| 80 | SOMME | | | -1 | 1 | -2 | -3 | | -2 | 3 | | -2 | -6 | 9,0 |
| 81 | TARN | | | | 1 | -2 | -4 | | | | | -1 | -6 | 1,5 |
| 82 | TARN ET GARONNE | | | | | -1 | 1 | | 1 | 1 | | -1 | 1 | 2,0 |
| 83 | VAR | | | | 1 | -6 | | | -2 | -15 | -2 | -14 | -38 | -2,5 |
| 84 | VAUCLUSE | | | | | -2 | 2 | | -1 | -3 | -1 | -8 | -13 | -0,5 |
| 85 | VENDEE | | | | 1 | -2 | -5 | | | -1 | | -4 | -11 | |
| 86 | Vienne | | | | | | | | -1 | -2 | | -3 | -6 | |
| 87 | HAUTE VIENNE | | | | 2 | -3 | -4 | | -3 | 3 | | 3 | -2 | 4,0 |
| 88 | VOSGES | | | 1 | -1 | | -4 | | | 7 | | 16 | 19 | 28,5 |
| 89 | YONNE | | | | 3 | -2 | | | 2 | -1 | | -2 | | 9,5 |
| 90 | TERR. DE BELFORT | | | | | | | | | -1 | | -1 | -2 | |
| 91 | ESSONNE | | | | 1 | 1 | 4 | | -5 | -22 | -1 | -24 | -46 | -24,0 |
| 92 | HTS DE SEINE | | | | 1 | -4 | 1 | | -13 | -39 | | -44 | -98 | -47,0 |
| 93 | SEINE SAINT DENIS | | | | 3 | -2 | 1 | | -3 | -13 | | -37 | -51 | -6,0 |
| 94 | VAL DE MARNE | | | 2 | 2 | -1 | 1 | | -6 | -27 | | -38 | -67 | -29,0 |
| 95 | VAL D'OISE | | | | 2 | -7 | 4 | | -5 | -13 | | -14 | -33 | -16,0 |
| 971 | GUADELOUPE | | | | | 1 | | | | 3 | | 1 | 5 | 3,5 |
| 972 | MARTINIQUE | | | | | 1 | 1 | | | | | -2 | | -0,5 |
| 973 | GUYANE | | | | | | 2 | | | 1 | | -1 | 2 | 2,0 |
| 974 | REUNION | | | | 1 | -2 | 3 | | -2 | 3 | | -7 | -4 | 3,0 |
| 976 | MAYOTTE | | | | | 1 | -1 | | 1 | 2 | | -1 | 2 | |
| TOTAL DRFIP-DDFIP | | -1 | 1 | 30 | 80 | -146 | -90 | 0 | -56 | -386 | -7 | -743 | -1318 | 136 |

II. VARIATIONS D'EMPLOIS DES DIRECTIONS NATIONALES ET SPÉCIALISÉES

| DIRECTION | EMPLOIS | | | | | | | | | | | | | TOTAL PLF 2022 |
|---|---------|------|-------|----|---------|---------|-------------|----|-----|-------|---|-----|---|-------------------|
| | AGFiP | AFiP | AFiPA | IP | Idiv HC | Idiv CN | Idiv expert | A | B | B géo | C | CTL | | |
| DVNI | | | | -2 | | 2 | | -2 | | | | | | -2 |
| DNEF | | | | | -1 | | | 1 | | | | -1 | | -1 |
| DNVSF | | | | 1 | 2 | -3 | | | | | | -1 | | -1 |
| DGE | | | | | | 1 | | 20 | | | | | | 21 |
| DCST | | | | | | | | | -1 | | | | | -1 |
| SDNC | | | 1 | | | 2 | | 5 | 1 | | | -2 | 1 | 8 |
| DS AP/HP | | | | | 2 | -2 | | -1 | | | | -2 | | -3 |
| DSFiPE et réseau étranger | | | | | -1 | | | | -10 | | | -9 | | -20 |
| DNID | | | | | | | 4 | -4 | -2 | | | -2 | | -4 |
| ENFiP | | | | -1 | | +1 | | -1 | -4 | | | -7 | | -12 |
| SARH | | | | | | | | | | | | -3 | | -3 ¹⁰ |
| DINR | | | | 1 | | | -1 | | 2 | | | 3 | | 5 |
| Service d'enquêtes judiciaires des finances | | | | | 1 | | | 1 | -1 | | | | | 1 |
| DIRCOFI Est | | | | | | | 2 | -2 | -1 | | | | | -1 |
| DIRCOFI Ile de France | | | | | | | | -7 | | | | | | -7 |
| DIRCOFI Nord | | | | | | | | -2 | | | | -1 | | -3 |
| DIRCOFI Centre Ouest | | | | | | | 1 | -4 | -1 | | | | | -4 |
| DIRCOFI Centre Est | | | | | | | | -1 | -1 | | | -2 | | -4 |
| DIRCOFI Sud Est Outre-Mer | | | | | | | | -2 | -1 | | | | | -3 |
| DIRCOFI Sud Ouest | | | 1 | | | | | -1 | -1 | | | -1 | | -2 |
| DIRCOFI Sud Pyrénées | | | 1 | | | 1 | | 2 | -1 | | | | | +3 |
| DISI Nord | | | | | 1 | -1 | | 10 | -9 | | | -11 | | -10 |
| DISI Grand Est | | | | | | | | -1 | -5 | | | -3 | | -9 |
| DISI Centre Ouest | | | | | | | | 11 | -10 | | | -16 | | -15 |
| DISI Ile de France | | | | | | | | 6 | -8 | | | -10 | | -12 |
| DISI Rhône Alpes Auvergne Bourgogne | | | | | 1 | | | 1 | 5 | | | -6 | | +1 |
| DISI Sud Est Outre-Mer | | | | 1 | | | 1 | | -1 | | | -5 | | -4 |
| DISI Sud Ouest | | | | | 1 | | | -1 | -5 | | | -7 | | -12 |

10 Hors transfert prévu de 22 emplois du SRH vers SARH, dont la composition catégorielle n'est pas encore arrêtée.

| DIRECTION | EMPLOIS | | | | | | | | | | | | TOTAL PLF 2022 | |
|--|---------|------|-------|----|---------|---------|-------------|----|-----|-------|---|-----|-------------------|------------|
| | AGFiP | AFiP | AFiPA | IP | Idiv HC | Idiv CN | Idiv expert | A | B | B géo | C | CTL | | |
| Polynésie | | | | | | | | | 1 | | | | | 1 |
| Nouvelle-Calédonie | | | | | | | | | | | | | | - |
| St Pierre et Miquelon | | | | | -1 | 1 | | | | | | | | - |
| Wallis et Futuna | | | | | | | | | | | | | | - |
| SCBCM Défense | | | | -1 | 1 | -1 | | | | | | -2 | | -3 |
| SCBCM Agriculture | | | | | | | | | | | | | | - |
| SCBCM Intérieur | | | | | | -1 | | 2 | 1 | | | -2 | | - |
| SCBCM Justice | | | | | | | | 1 | | | | -2 | | -1 |
| SCBCM Ecologie | | | | | | | | | | | | | | - |
| SCBCM Education nationale | | | | | | | | | | | | | | - |
| SCBCM Finances | | | | | | | | | | | | -2 | | -2 |
| SCBCM Affaires sociales | | | | | | | | | | | | | | - |
| SCBCM Premier Ministre | | | | | 1 | -1 | | | | | | | | - |
| SCBCM Culture | | | | | | | | | | | | | | - |
| DDG Est | | | | -1 | | | 1 | 2 | | | | | | 2 |
| DDG Ile de France | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| DDG Nord | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| DDG Centre Ouest | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| DDG Centre Est | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| DDG Sud Est & Outre-Mer | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| DDG Sud Ouest | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| DDG Sud Pyrénées | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| TOTAL DIRECTIONS NATIONALES ET SPÉCIALISÉES | | | 3 | 5 | 7 | -1 | 8 | 33 | -52 | | | -94 | 1 | -90 |

FICHE 4

FOCUS SUR LES OPÉRATIONS DE RELOCALISATION ET DE TRANSFERT

Les transferts d'emplois entre structures DGFIP sont particulièrement importants cette année, en raison essentiellement de deux opérations d'ampleur : transferts DGDDI et relocalisations.

I. Opérations de transfert DGDDI

144 emplois sont transférés à la DGFIP en 2022 dans le cadre du transfert de la gestion des taxes intérieures de consommation (TIC) et de la TVA à l'importation.

Le transfert des emplois de la DGDDI vers la DGFIP se poursuivra en 2023 et 2024 au rythme des transferts de taxes, droits et amendes.

Le tableau ci-après présente la répartition des 171 emplois que la DGFIP implantera en 2022 dans le réseau, en centrale et à la DGE sur le périmètre des taxes transférées.

| | PLF 2022 |
|----------|----------|
| Centrale | +17 |
| DGE | +20 |
| Réseau | +134 |

II. Opérations de relocalisations

a. Le tableau ci-après présente la liste des opérations de relocalisations, avec pour chaque site le nombre d'emplois implantés.

| département | commune | Nb d'agents 2021 | Nb d'agents 2022 | Répartition catégorielle des emplois implantés en 2022 | | | |
|-------------|----------------------|------------------|------------------|--|---|----|----|
| | | | | A+ | A | B | C |
| 42 | Roanne | 11 | 17 | 2 | 5 | 6 | 4 |
| 60 | Noyon | 13 | 7 | | 1 | 1 | 5 |
| 07 | Tournon-sur-Rhône | 21 | | | | | |
| 24 | Bergerac | 24 | | | | | |
| 25 | Besançon | 6 | 10 | 0 | 0 | 6 | 4 |
| 28 | Châteaudun | 30 | 10 | 0 | 1 | 8 | 1 |
| 36 | Châteauroux | 25 | | | | | |
| 39 | Lons-le-Saunier | 35 | | | | | |
| 44 | Châteaubriant | 25 | | | | | |
| 48 | Mende | 20 | | | | | |
| 51 | Châlons-en-Champagne | 19 | | | | | |
| 53 | Laval | 34 | | | | | |
| 59 | Denain | 26 | | | | | |
| 62 | Lens | 50 | | | | | |
| 64 | Pau | 37 | | | | | |
| 64 | Pau | 6 | 6 | 1 | 5 | 0 | 0 |
| 71 | Mâcon | 38 | | | | | |
| 80 | Amiens | 11 | 5 | 1 | 0 | 2 | 2 |
| 87 | Limoges | 31 | | | | | |
| 87 | Limoges | 9 | 7 | 0 | 0 | 4 | 3 |
| 88 | Saint-Dié-des-Vosges | 20 | | | | | |
| 88 | Épinal | 3 | 22 | 0 | 0 | 4 | 18 |
| 21 | Montbard | | 15 | 0 | 1 | 2 | 12 |
| 25 | Besançon | | 30 | 2 | 9 | 18 | 1 |
| 02 | Château-Thierry | | 10 | 1 | 2 | 5 | 2 |
| 10 | Troyes | | 10 | 1 | 2 | 5 | 2 |
| 12 | Decazeville | | 35 | 2 | 6 | 25 | 2 |
| 16 | Angoulême | | 50 | 1 | 3 | 15 | 31 |
| 22 | Guingamp | | 10 | 1 | 2 | 5 | 2 |
| 23 | Guéret | | 10 | 1 | 2 | 5 | 2 |
| 26 | Valence | | 50 | 2 | 4 | 30 | 14 |
| 27 | Pont-Audemer | | 25 | 1 | 2 | 15 | 7 |
| 29 | Morlaix | | 41 | 2 | 6 | 30 | 3 |
| 35 | Fougères | | 24 | 1 | 1 | 12 | 10 |
| 35 | Redon | | 15 | 1 | 3 | 6 | 5 |
| 37 | Loches | | 40 | 1 | 1 | 22 | 16 |
| 40 | Dax | | 7 | 1 | 5 | 1 | 0 |
| 51 | Châlons-en-Champagne | | 7 | 1 | 0 | 4 | 2 |
| 52 | Chaumont | | 25 | 1 | 2 | 15 | 7 |
| 58 | Nevers | | 50 | 1 | 3 | 15 | 31 |
| 62 | Béthune | | 30 | 2 | 9 | 18 | 1 |
| 63 | Riom | | 14 | 1 | 0 | 8 | 5 |
| 65 | Tarbes | | 9 | 1 | 2 | 4 | 2 |
| 89 | Joigny | | 9 | 1 | 2 | 4 | 2 |
| 4 | Digne-les-Bains | | 25 | 1 | 2 | 15 | 7 |
| 46 | Cahors | | 45 | 2 | 7 | 33 | 3 |
| | TOTAL | 494 | 670 | | | | |

b. Le tableau ci-après présente l'évolution globale des emplois liées aux opérations de relocalisations pour chaque département au titre des exercices 2021 et 2022.

| DÉPARTEMENT | | RELOCALISATIONS 2021 | RELOCALISATIONS 2022 | TOTAL |
|-------------|-----------------------|-------------------------|-------------------------|-------|
| 01 | AIN | | -1 | -1 |
| 02 | AISNE | | 10 | 10 |
| 03 | ALLIER | | -1 | -1 |
| 04 | ALPES HTE PROVENCE | | 25 | 25 |
| 05 | HAUTES ALPES | | | |
| 06 | ALPES MARITIMES | -4 | -23 | -27 |
| 07 | ARDECHE | 21 | | 21 |
| 08 | ARDENNES | | | |
| 09 | ARIEGE | | | |
| 10 | AUBE | | 10 | 10 |
| 11 | AUDE | -5 | -1 | -6 |
| 12 | AVEYRON | | 35 | 35 |
| 13 | BOUCHES DU RHONE | -32 | -42 | -74 |
| 14 | CALVADOS | -1 | | -1 |
| 15 | CANTAL | | | |
| 16 | CHARENTE | | 50 | 50 |
| 17 | CHARENTE MARITIME | -1 | -1 | -2 |
| 18 | CHER | | | |
| 19 | CORREZE | | | |
| 21 | COTE D'OR | -3 | | -3 |
| 22 | COTES D'ARMOR | | 9 | 9 |
| 23 | CREUSE | | 10 | 10 |
| 24 | DORDOGNE | 24 | -1 | 23 |
| 25 | DOUBS | 6 | 39 | 45 |
| 26 | DROME | -11 | 50 | 39 |
| 27 | EURE | | 25 | 25 |
| 28 | EURE ET LOIR | 19 | 10 | 29 |
| 29 | FINISTERE | -1 | 39 | 38 |
| 2A | CORSE DU SUD | -7 | -1 | -8 |
| 2B | HAUTE CORSE | | -1 | -1 |
| 30 | GARD | -1 | | -1 |
| 31 | HAUTE GARONNE | -9 | -50 | -59 |
| 32 | GERS | | | |
| 33 | GIRONDE | -33 | -30 | -63 |
| 34 | HERAULT | -29 | -17 | -46 |
| 35 | ILLE ET VILAINE | 3 | 19 | 22 |
| 36 | INDRE | | | |
| 37 | INDRE ET LOIRE | 18 | 37 | 55 |
| 38 | ISERE | -3 | -5 | -8 |
| 39 | JURA | 35 | | 35 |

| DÉPARTEMENT | | RELOCALISATIONS 2021 | RELOCALISATIONS 2022 | TOTAL |
|-------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|-------|
| 40 | LANDES | | 7 | 7 |
| 41 | LOIR ET CHER | | | |
| 42 | LOIRE | 10 | 16 | 26 |
| 43 | HAUTE LOIRE | | | |
| 44 | LOIRE ATLANTIQUE | 22 | -13 | 9 |
| 45 | LOIRET | -1 | | -1 |
| 46 | LOT | | 45 | 45 |
| 47 | LOT ET GARONNE | | -1 | -1 |
| 48 | LOZERE | 20 | | 20 |
| 49 | MAINE ET LOIRE | -7 | | -7 |
| 50 | MANCHE | | -1 | -1 |
| 51 | MARNE | | 6 | 6 |
| 52 | HAUTE MARNE | | 25 | 25 |
| 53 | MAYENNE | 34 | | 34 |
| 54 | MEURTHE MOSELLE | -1 | | -1 |
| 55 | MEUSE | | | |
| 56 | MORBIHAN | -1 | | -1 |
| 57 | MOSELLE | -2 | -2 | -4 |
| 58 | NIEVRE | | 50 | 50 |
| 59 | NORD | -6 | -30 | -36 |
| 60 | OISE | 12 | 7 | 19 |
| 61 | ORNE | | | |
| 62 | PAS DE CALAIS | 49 | 28 | 77 |
| 63 | PUY DE DOME | -20 | 14 | -6 |
| 64 | PYR. ATLANTIQUES | 36 | 5 | 41 |
| 65 | HAUTES PYRENEES | | 9 | 9 |
| 66 | PYR. ORIENTALES | | -1 | -1 |
| 67 | BAS RHIN | -12 | -6 | -18 |
| 68 | HAUT RHIN | -1 | -1 | -2 |
| 69 | RHONE | -29 | -45 | -74 |
| 70 | HAUTE SAONE | | | |
| 71 | SAONE ET LOIRE | 38 | -1 | 37 |
| 72 | SARTHE | -4 | -1 | -5 |
| 73 | SAVOIE | | -1 | -1 |
| 74 | HAUTE SAVOIE | -1 | -1 | -2 |
| 75 | PARIS | -45 | -58 | -103 |
| 76 | SEINE MARITIME | -7 | -2 | -9 |
| 77 | SEINE ET MARNE | -3 | -12 | -15 |
| 78 | YVELINES | -34 | -37 | -81 |
| 79 | DEUX SEVRES | | -1 | -1 |
| 80 | SOMME | -5 | 1 | -4 |
| 81 | TARN | | -1 | -1 |

| DÉPARTEMENT | | RELOCALISATIONS 2021 | RELOCALISATIONS 2022 | TOTAL |
|----------------------------|----------------------|-------------------------|-------------------------|------------|
| 82 | TARN ET GARONNE | | | |
| 83 | VAR | -2 | -2 | -4 |
| 84 | VAUCLUSE | | -1 | -1 |
| 85 | VENDEE | -1 | | -1 |
| 86 | VIENNE | | -1 | -1 |
| 87 | HAUTE VIENNE | 40 | 6 | 46 |
| 88 | VOSGES | 20 | 25 | 45 |
| 89 | YONNE | | 9 | 9 |
| 90 | TERR. DE BELFORT | | | |
| 91 | ESSONNE | -2 | -22 | -24 |
| 92 | HTS DE SEINE | -7 | -41 | -48 |
| 93 | SEINE SAINT DENIS | -2 | -4 | -6 |
| 94 | VAL DE MARNE | -3 | -28 | -31 |
| 95 | VAL D'OISE | -1 | -14 | -15 |
| 971 | GUADELOUPE | | -1 | -1 |
| 972 | MARTINIQUE | -6 | -1 | -7 |
| 973 | GUYANE | | | |
| 974 | REUNION | -1 | -2 | -3 |
| | DISI 69 | | 15 | 15 |
| TOTAL ¹¹ | | 63 | 130 | 183 |

III. Opérations de transferts du MTES au titre des taxes d'urbanisme

Le transfert des taxes d'urbanisme donne lieu au transfert de 6 emplois budgétaires du MTES vers la DGFIP au titre de 2022 et à l'implantation de 16 emplois, dont deux par inter-région. Les directions d'accueil seront prochainement définies à partir du recensement en cours des agents volontaires du MTES par département.

11h05 emplois des SAPF provisoirement rattachés au SDNC